

⋮

Perspectives MOC

BELGIQUE - BELGIË
P.P.
6700 ARLON 1
11/698
Numéro d'agrégation P501162

Bureau de Dépôt Arlon 1

Dans ce numéro

- | | |
|----------------------------------|--------------------------------------|
| 1 Éditorial : | La question sociale et l'écologie |
| 2 En Bref dans nos organisations | |
| 4 Le MOC vous informe ... | La gestion des fonctions collectives |
| 6 Une action dont on parle ... | Pauvreté et enseignement |

Février - Mars 2011

Numéro 61

Bimestriel du Moc Luxembourg



Éditorial La question sociale et l'écologie

Consensus. Le thème du développement durable est désormais sans nul opposant déclaré. La gauche comme la droite, le marchand de bicyclettes comme le constructeur d'automobiles, le paysan du Larzac et le directeur de Solvay, tous, tous s'affichent pour le développement durable. Mais encore ? Quelques nuances.

Dès que l'écologie entre en contradiction avec les intérêts du capital, les grands discours restent, les réformes attendent. Dans une compétition dérégulée, nul ne veut s'engager dans quelque effort qui l'affaiblirait face à la concurrence. Quand la compétition et les intérêts privés sont la norme, la conversion consiste au mieux à considérer le souci environnemental comme une contrainte exogène au système. L'intérêt du détenteur du capital ne permet pas d'augurer une reconversion massive des modes de production. Tout au plus les gestionnaires de capitaux sélectionneront les activités vertes qui ont des débouchés solvables dans les pays riches et dans les catégories sociales supérieures. Il s'agit pour eux de récupérer et de concevoir un développement écologique adapté et inscrit dans la logique du libéralisme et de l'économie de marché. C'est en réalité un capitalisme durable qui est visé.

Il revient à la gauche de s'interroger sur ce nouveau capitalisme vert qui fleurit dans la crise actuelle mais ne modifie pas les relations sociales, active de nouvelles inégalités et suscite la quête de profits renouvelés.

C'est en effet une sombre illusion que d'espérer mobiliser les travailleurs en faveur d'une reconversion radicale des modes de consommation et de production en agitant la menace de cataclysmes planétaires. Quand les hommes vivent dans l'impératif de travailler plus pour garder leur emploi, dans la peur du chômage, dans une société de l'accumulation des biens, on ne voit pas comment ils pourraient se soucier d'une menace nébuleuse et lointaine sur les écosystèmes et la survie de l'humanité. Se préoccuper d'écologie est un luxe que tout le monde ne peut pas se permettre.

Il n'y pas d'autre alternative que d'activer la mémoire d'un savoir-faire social et politique, d'un savoir-vivre, d'un vouloir-vivre ensemble pas si lointain et qui fixaient la norme à hauteur du suffisant. L'ouvrier « ne se demandait pas, écrit Max Weber, combien puis-je gagner par jour si je fournis le plus de travail possible mais combien dois-je travailler pour gagner les deux marks qui couvrent mes besoins courants. »

Le geste fondamental d'une politique de gauche et écologique sera d'y contribuer en établissant une corrélation entre moins de travail et moins de consommation d'une part, plus d'autonomie et plus de sécurité existentielle d'autre part. Ce sera de mettre en place les institutions qui garantiront aux individus que la norme du suffisant ouvre sans risque et donc sans peur les voies d'une vie plus libre, plus détendue et plus riche. L'autolimitation se déplace ainsi du niveau du choix individuel au niveau du projet socio-politique.

La nécessaire prise de conscience écologique doit avancer de concert avec le progrès social. Clairement, l'écologie ne peut pas se penser comme au-delà du clivage gauche-droite. Seules des sociétés solidaires, pacifiées par les progrès de l'égalité, de la coopération et de la convivialité, pourront conduire sereinement la transition écologique. Le vert doit s'allier aux couleurs des luttes sociales. Si la confiance dans la perspective d'un monde plus juste est perdue, pourquoi les travailleurs devraient-ils se préoccuper de sauver une planète pour les riches ?

Bernard Kerger

... En bref dans nos organisations ...



Le MOC s'oppose à la catégorisation des chômeurs par le FOREM

La presse vient de dévoiler l'une des orientations du projet de décret relatif à l'accompagnement des demandeurs d'emploi qui vise à trier les chômeurs wallons en fonction de leur « employabilité ».

Le MOC s'oppose vivement à la création de catégories établies en fonction du degré d'employabilité de chaque demandeur d'emploi.

Non seulement une telle catégorisation des personnes pose de nombreuses questions d'ordre éthique (détermination des critères, principe d'égalité), mais en plus elle peut conduire le FOREM à centrer ses efforts et les

moyens publics vers les personnes les plus proches de l'emploi (qui ont le moins besoin d'un accompagnement personnalisé) au détriment des autres.

Pour les chômeurs considérés comme étant les plus éloignés de l'emploi, en effet, cette catégorisation risque d'aboutir à ce qu'ils ne fassent plus l'objet d'une attention prioritaire de la part des services régionaux de l'emploi. Ceux-ci se déchargeraient ainsi de leur responsabilité sur le secteur de l'insertion socioprofessionnelle, les CPAS, les institutions relevant du secteur de la santé mentale. Il s'agit là d'une remise en cause du principe d'égalité et d'accessibilité de tous les usagers aux services publics en matière d'emploi et de formation.

Enfin, plus généralement le MOC tient à rappeler que le Plan d'accompagnement des chômeurs, qui vise à une responsabilisation individuelle croissante des allocataires sociaux dans un contexte structurel de pénurie d'emplois, reste profondément injuste, inéquitable et inefficace.

Le texte complet de la motion peut être consulté sur www.moc.be

Les Mardis de l'actualité vous propose un nouveau cycle de réflexion :

USA-Chine-Europe : Qui dirige le monde ?

Trois soirées pour mieux comprendre comment les grandes puissances dirigent la marche du monde aujourd'hui. Quel est leur rayonnement ? Comment qualifier leurs relations avec les autres régions ou pays du monde ? Quelles stratégies ces pays mettent-ils en œuvre pour assurer la pérennité de leur influence au sein d'un ordre mondial en constante évolution ? Quels sont les enjeux des crises économiques, climatiques, alimentaires et énergétiques ?

1ère conférence :

Le 15 février 2011 à 19h30 dans les locaux de la CSC, 1 rue Pietro Ferrero à Arlon:

« L'Europe, entre la Chine et les USA »



Comment l'Europe se situe-t-elle face aux monstres économiques que sont la Chine et les États-unis ? L'Europe est-elle partenaire dans un G3, ou évincée d'un G2 ?

Intervenant : Pierre Defraigne, économiste, ancien chef de cabinet de commissaires européens (Pierre Lamy, Etienne Davignon). Il est actuellement directeur de la Fondation Madariaga (Collège d'Europe, une plate-forme de dialogue et de réflexion sur des thèmes européens à la fois politique et de la société civile.

2ème conférence :

Lundi 14 mars 2011 à 19h30 dans les locaux de la CSC, 1 rue Pietro Ferrero à Arlon:

« La chine, acteur sur la scène mondiale »

Intervenant : Tanguy Struye de Swielande, professeur à UCL

Les Wallons sont-ils des éternels assistés vivant aux crochets des Flamands? Et les Flamands sont-ils arrogants prenant en otages les pauvres Wallons?

Le CIEP a souhaité se pencher sur les relations entre Flamands et Wallons hier et aujourd'hui.

Jeudi 24 février à 20h

Flandre - Wallonie:quelles solidarités?

De la création de l'État belge à l'Europe des Régions

« Nous sommes le peuple le plus multilingue et le plus solidaire du monde. Cela fait cent soixante-quinze ans que nous payons pour la Wallonie, ça ne peut plus durer ! », déclarait Jean-Marie Dedecker en décembre 2008.

Michel Quévité a voulu confronter les discours nationalistes aux faits. Comment l'État belge a-t-il, au fil du temps, réparti ses aides au développement économique entre les deux régions ? Qu'en est-il de la solidarité entre la Flandre et la Wallonie ?...

Intervenant: L'auteur, **Michel Quévité**, est professeur émérite à l'UCL et directeur du RIDER (Centre de Recherche Interdisciplinaire en Développement Régional)



Jeudi 24 mars à 20h

La terre promise, les Flamands en Wallonie

Projection du documentaire de Pascal Verbeke et Lucas Van Der Taelen.

Le documentaire retrace l'histoire des 500.000 migrants flamands qui ont jadis fui la pauvreté de leur région pour rechercher une vie meilleure en Wallonie, l'eldorado industriel développé. En même temps, il dresse un portrait de la Wallonie d'aujourd'hui : qu'est-il advenu de la terre promise?

Dans le cadre des soirées **IDlivres** du CIEP

Haute École Robert Schuman
Rue de la cité, 64
6800 Libramont

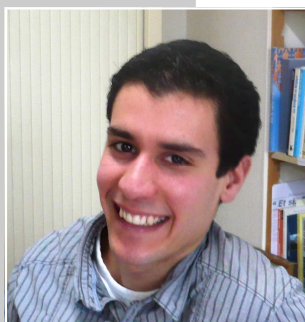
Entrée gratuite
Infos au 063/21.87.28

Le CIEP Luxembourg a procédé à l'engagement de Pierre-Yves MURI dans le cadre du remplacement d'Ingrid KINET.

Pierre-Yves est désormais animateur à mi-temps.

Assistant social de formation, il travaillera sur les questions dédiées aux aîné(e)s, aux animations proposées par le CIEP et également à l'organisation de l'observatoire politique. Il est également animateur mi-temps chez Altéo.

Nous lui souhaitons la bienvenue!



**... Master en
politique économique
et sociale**

En septembre 2011, nouveau cycle FOPES à Namur (les cours auront lieu le jeudi de 14 à 21 h)

Dernière séance d'informations le lundi 21 février 2011 à 19 h à la Maison du Travail, Place l'Illon, 17 (Salle 9).

Pour en savoir plus, www.uclouvain.be/opes

Secrétariat : 010.47.39.08.

Email: gisele.evrard@uclouvain.be

. . . Le MOC vous informe ...

Mise en place d'un groupe de réflexion « La gestion des fonctions collectives »

Les fonctions collectives (l'enseignement, les soins de santé, les transports en commun, la distribution du courrier, la gestion de l'eau, les télécommunications, la gestion des déchets,...) ont été traditionnellement organisées et assurées par l'État. C'est un des acquis majeurs de la modernité et de la démocratie.

Or, depuis quelques années on assiste à une remise en question des modalités de gestion de nombreuses fonctions collectives : on parle de « coût-vérité », de libéralisation, de privatisation, ou encore de marchandisation,...

Ces évolutions posent des questions en matière de justice sociale, de qualité des services, d'égalité des citoyens, de redistribution des richesses,...

Qui plus est, des questions spécifiques se posent dans les régions rurales. On peut comprendre l'intérêt d'une société privée à distribuer le courrier en ville mais qu'en est-il des régions rurales? En effet, là où la densité de population est moindre, la rentabilité est aussi souvent plus faible.

Ce constat peut être facilement observé au travers du prix de l'électricité. Depuis la libéralisation, celui-ci est en effet comparativement plus élevé pour l'utilisateur luxembourgeois que pour d'autres.



Par ailleurs, le coût-vérité en matière de déchets ou d'eau pèse également lourdement sur les épaules des plus pauvres. On peut également se demander ce qu'il adviendrait si le principe du coût-vérité était étendu aux transports publics ou aux soins de santé. Nombre de personnes ne risqueraient-elles pas alors de se voir refuser l'accès à ces services?

C'est au regard de ces questionnements que le MOC Luxembourg souhaite mettre en place un groupe de travail consacré à la problématique de « La gestion des fonctions collectives »

Ce groupe de travail (encore à constituer) poursuivra plusieurs objectifs:

- Il sera un lieu d'étude et d'instruction de dossiers,
- Il organisera un travail de sensibilisation et d'éducation permanente autour de ces questions,
- Il proposera des revendications,
- Il assurera la diffusion des revendications notamment auprès des politiques.

Sachant que certaines matières concernées relèvent de la gestion communale, il serait intéressant de pouvoir présenter un dossier dans le cadre des prochaines élections communales de 2012.

Le MOC souhaite que le groupe de travail soit composé de représentants et membres des organisations et de personnes proches du mouvement, sensibilisées par ces questions. Il pourra, en fonction des sujets abordés, faire appel à des experts.

**Si vous souhaitez participer à cette démarche, vous pouvez contacter :
Bernard Kerger, Tel 063/21.87.26 ou Email « b.kerger@moclux.be »**

Quelques enjeux autour de fonctions collectives...



Le coût-vérité de l'eau

Conformément au Décret du 12 février 2004 relatif à la tarification et aux conditions générales de la distribution publique de l'eau en Wallonie, la SWDE applique une tarification qui assure la récupération de l'ensemble des coûts engendrés par les interventions de l'homme dans le cycle de l'eau (captage, production, traitement, contrôles, distribution et épuration). C'est le concept du coût-vérité de l'eau.

En province de Luxembourg, 19 communes sur les 44, ont choisi de ne pas confier la gestion de leur eau à la SWDE.

Des communes comme Chiny ont posé la question de savoir si oui ou non il valait mieux s'affilier à cet organisme?

Vu la richesse que représente l'eau, la question doit être envisagée sur le long terme.

Le coût-vérité dans la gestion des déchets

Le coût-vérité regroupe l'ensemble du coût complet et réel de la collecte et du traitement des déchets. Les communes ont dû augmenter progressivement la participation du citoyen sur le coût lié aux déchets pour atteindre 100% du coût-vérité en 2013.

Les objectifs annoncés de cette mesure sont de prévenir la production de déchets, de les valoriser et de soutenir le recyclage. Elle vise à conscientiser et à responsabiliser chacun sur l'empreinte écologique qu'il pose.

On peut se questionner sur l'impact qu'a cette décision sur la redistribution et la solidarité.

La CSC défend l'idée que toute politique de prix aux ménages dans ce secteur doit respecter une tarification progressive et solidaire. C'est trop peu le cas aujourd'hui.



Le point sur la libéralisation de La Poste



La partie des profits dégagés par le traitement du courrier de moins de 50 grammes servait jadis à financer les missions de service public. Elle est désormais captée en partie par des intérêts privés. C'est dorénavant à la collectivité d'assurer le financement du service universel.

Conséquence directe ou non, c'est la troisième année consécutive que le prix du timbre augmente pour le citoyen lambda.

Questions: L'État belge, actionnaire majoritaire de La Poste doit-il tout laisser faire? Quels sont /seront les avantages pour le citoyen?

. . . Une action dont on parle ...

. . . Pauvreté et enseignement. . .



L'enseignement a toujours constitué une préoccupation majeure du mouvement ouvrier. Notre conviction est qu'une école plus démocratique et plus égalitaire constitue le point d'appui fondamental d'une société plus juste.

Or, l'actualité récente ramène régulièrement sur la place publique la question des inégalités entre établissements. La question de la pauvreté et de l'enseignement est aussi celle des enfants qui vivent en situation de pauvreté. Ils représentent 19% des enfants, soit 1 enfant sur 5. Les difficultés portent essentiellement sur le coût de l'enseignement pour les familles, sur la stigmatisation des enfants issus de milieux précarisés et sur leur relégation vers des filières d'enseignement imposées ou non souhaitées. Ces enfants font très tôt l'apprentissage de la disqualification.

C'est pourquoi à partir des travaux de sa « Commission enseignement », le CIEP/MOC Luxembourg a conduit une campagne de sensibilisation et de réflexion sur « Pauvreté et Enseignement ». Il a mené cette campagne en partenariat avec Vivre Ensemble et Lire et Écrire. La Province, par son Département des Affaires Sociales et Hospitalières, a été associée à une soirée organisée à Saint-Hubert.

Voici retracés ici quelques-uns des moments de réflexion partagés lors des différentes soirées...

Projections et débats autour du film « Ça commence aujourd'hui » de Bertrand Tavernier



Le scénario: « Le directeur et les enseignants d'une école maternelle sont confrontés à la pauvreté et la misère des familles, aux carences des aides sociales. Ils continuent malgré tout à enseigner la joie et l'espoir à ses petits élèves. »

La projection du film ou d'extraits du film a servi de point de départ à des échanges, réflexions et débats sur la pauvreté et l'enseignement. A Arlon, Bastogne, On, Virton, Saint Hubert, Bertrix, Habay, Herbeumont, ...
Voici quelques-unes des réflexions récoltées...

« Le métier d'enseignant est un beau métier mais difficile. En particulier quand l'enseignant doit aborder les questions sociales. Il ne dispose pas d'une formation initiale en la matière et il est toujours difficile pour lui de fixer des limites à son engagement. Jusqu'où peut ou doit aller son engagement ? Où s'arrête son métier d'enseignant ? »

Une jeune enseignante du maternel

« Beaucoup d'enseignants sont perdus et culpabilisent. Ils se sentent prisonniers d'un système et, de temps en temps, ils réagissent : « Je n'ai pas assez d'argent pour faire la classe, on me demande d'apprendre aux élèves à lire, écrire et compter, de leur donner l'espoir, alors que leurs parents sont au chômage et ne se lèvent même plus le matin... »

Dominique Sampiero (scénariste du film)

« Le déclic, ça a été une histoire de 10 euros. Un jour un enseignant réclame à une mère de famille sa cotisation de 10 euros pour l'amicale de l'école. C'était un rappel à l'ordre discret. La femme répond : « Moi, monsieur, avec ces 10 euros je dois terminer le mois. » On est le 23 du mois et elle a quatre gosses qu'elle doit nourrir pendant une semaine ! »

T. Tavernier (scénariste du film)

« Il faut améliorer les circuits d'information et de collaboration entre les services. Tout est trop cloisonné. »

Une travailleuse du SAJ (Service d'Aide à la Jeunesse)

« Il faut une réelle gratuité de l'enseignement et de toutes les activités parascolaires. La perspective des voyages scolaires constitue une source d'inquiétude et de blessure pour les familles désargentées. L'enfant est alors le messager de la pauvreté de sa famille. »

Une ancienne enseignante

« Ce qui est fort dans le film, c'est la relation du directeur avec les enfants, avec les parents. Il relève toujours les qualités, les choses positives chez l'enfant. C'est la seule façon de redonner confiance et espoir. »

Un anonyme

Test de connaissance : VRAI ou FAUX ?

A - On considère que tous ceux qui vivent avec un revenu inférieur à 860 euros pour un isolé, (1805 euros pour un couple avec deux enfants de moins de 14 ans) sont en risque de pauvreté.

B - 9% des enfants (soit un sur 10) vivent dans une situation de risque de pauvreté.

C - Le risque de se retrouver dans l'enseignement spécialisé est 5 à 6 fois plus élevé pour les enfants issus de familles pauvres. Les enfants de familles ouvrières et sous-prolétaires représentent environ 77% de la population de cette forme d'enseignement.

D - Au terme de 11 années d'enseignement obligatoire 29% des enfants d'ouvriers fréquentent l'enseignement général.

Réponses en dernière page

Conférence de Bernard Devos, Délégué Général aux Droits de l'Enfant

Bernard Devos a développé sa conférence à partir du manifeste « *Pauvreté et école, quelles priorités ?* ». Le MOC Luxembourg est signataire de ce manifeste qui peut être consulté sur le site www.dgde.cfwb.be



Bernard Devos a débuté en reprenant une phrase mise en exergue de ce document « *Le plus dur, ce n'est pas de vivre sans rien, c'est d'être considéré comme rien* ».

« *Pour les riches, pas de problème. Les enfants sont fiers d'apporter l'enveloppe avec l'argent dedans devant tout le monde. Mais pour les enfants des familles plus pauvres, ne pas avoir l'argent ou pas à temps entraîne de la peur, de la honte. Pour certaines familles, toute une ingénierie s'est développée pour payer à temps. On organise le budget du mois en fonction des prévisions des coûts liés à l'école. **Il faut viser la gratuité de l'école.*** »

Il a ensuite expliqué les cinq principes fondamentaux :

- 1- L'Ecole, à son niveau, doit jouer un rôle moteur dans la lutte contre les inégalités et pour l'émancipation.
- 2- La gratuité effective de l'enseignement doit être la règle
- 3- L'école doit créer du lien et de la solidarité en s'ouvrant au monde et d'abord au quartier dans lequel elle s'inscrit.
- 4- L'école et les familles, dans leur diversité, doivent être de véritables partenaires éducatifs.
- 5- Le changement passe par l'implication de tous : acteurs de l'éducation, acteurs du travail, acteurs associatifs et politiques.

« *Actuellement, il s'agit d'une école qui trie, basée sur la compétition. C'est l'école de l'échec, du redoublement. Il faut miser sur la mixité sociale et culturelle (on peut dire tout ce que l'on veut mais c'est prouvé : cela tire l'ensemble du groupe vers le haut), arrêter le redoublement (qui n'amène rien et coûte très cher), et miser sur une école inclusive (c'est-à-dire une école qui n'exclut pas : on commence avec une cohorte de jeunes et on termine avec elle)* ».

Si ces questions vous intéressent...

Les animateurs du CIEP sont disponibles pour intervenir dans tout groupe qui souhaite mener un temps de réflexion autour de la question « Enseignement et pauvreté ».

Le film peut être projeté en version intégrale c-à-d 1h54 ou en deux extraits d'une durée totale d'environ 1 heure.

Plusieurs outils d'animation qui prennent appui sur la projection sont proposés. Intéressé par la projection et/ou l'animation dans un groupe, service, centrale,...?

Alors prenez contact avec Maryline Streveler au : 063/ 218 733.

Mail: ciepmoc@moclux.be



Les familles populaires et l'école : Soirée-débats du 14/12

La soirée a été introduite par Magali Joseph de Lire et Écrire qui a réalisé une étude du partenariat familles - école. Elle relève notamment différentes formes d'implication des parents suivant leurs attitudes et regards sur l'école :

Des apprenants de « Lire et Écrire » ont ensuite témoigné de leur vécu scolaire en tant qu'élèves hier et parents aujourd'hui.

« Je n'ai pas le CEB, or, pour être ouvrier communal ou

préposé au Parc à Container, il faut ce diplôme, c'est n'importe quoi ! Il faut un diplôme pour ramasser des papiers »
Yves

« Comme j'étais lent à apprendre, on m'a mis en enseignement spécialisé. Quand mes parents ont vu que cela pouvait rapporter de l'argent, je suis resté en enseignement spécialisé »

Jean-Claude

« C'est difficile de suivre la scolarité de mon enfant : quand on doit faire un calcul, je l'aide, nous obtenons la bonne réponse mais il a quand même 0 car il n'a pas fait les bons dessins, les bonnes étapes. On n'utilise pas la méthode de l'école »

Alexandre

« Les enfants, pour faire leurs devoirs, ont maintenant besoin d'Internet. Mais tout ça coûte très cher »

Yves

Baudouin Duelz, représentant du cabinet de la ministre Simonet, a ensuite répondu à quelques interpellations. Il rêve d'une école plus égalitaire dans une société qui malheureusement ne l'est pas. Concrètement, il pense qu'il faut un tronc commun jusqu'à 14 ans et qu'il faut amener tous les enfants d'une même cohorte ensemble jusqu'à cet objectif. Il rappelle aussi que ce n'est pas simplement une question d'argent. La Belgique est un des pays de l'OCDE qui consacre le plus de moyens publics à l'enseignement mais le redoublement coûte très cher. Il y aurait mieux à faire avec tout cet argent perdu.

Les débats se poursuivent et les interventions sont nombreuses.

« Arrêtons l'hypocrisie, l'opinion publique n'est pas défavorable à l'échec scolaire. Si mon enfant réussit, j'aime autant qu'il y en ait quelques-uns qui ratent pour faire contraste. En Finlande, c'est différent, il existe une cohésion sociale autour de l'école. »

J-L Leveling

« Il faut créer de réels mécanismes de différenciation entre les établissements ; il y a des moyens qui ont été dégagés, mais c'est microscopique ! Rendez-vous compte que les moyens attribués à la lutte contre les inégalités c'est moins de 1% du budget « enseignement » de la Communauté française ! »

J Liesenborghs



Si vous souhaitez rejoindre et participer aux travaux de la Commission « Enseignement », Bernard Kerger, tél: 063 21.87.26 ou b.kerger@moclux.be.

Opposition

Lutte

Repli

Attitude active

Attitude passive

Collaboration

Soumission

Acceptation

Réponses

- a) VRAI : Soit en dessous de 60% du revenu médian
- b) FAUX : 19% soit un enfant sur 5.
- c) VRAI
- d) FAUX 19% seulement